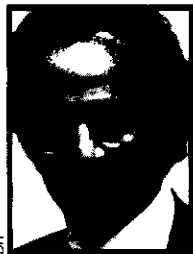


Entretiens L'un est plutôt keynésien, l'autre prône la redistribution. Leurs arguments sont représentatifs des analyses qui divisent les économistes progressistes.

Fitoussi-Lipietz : le débat

Politis, : Le retour à une croissance forte est-il souhaitable et possible ?



Jean-Paul Fitoussi : Aucun facteur objectif ne permet de penser que la croissance ne sera plus au rendez-vous. Les fortes réserves en main-d'œuvre, la quantité des besoins insatisfaits ouvrent des potentialités

importantes. Nous ne retrouverons pas le taux des Trente glorieuses. Mais la croissance potentielle, égale à la somme du taux du progrès technique (2 % aujourd'hui) et de l'augmentation de la population (1 %), devrait avoisiner les 3 %. Or la croissance n'est, depuis 1990, que de 1,2 % en moyenne. Alors qu'aux Etats-Unis, elle est de 2,2 %. Chaque fois que la croissance est inférieure à la croissance potentielle, le chômage s'accroît, c'est mécanique. On se fourvoie en cherchant à « enrichir son contenu en emploi ». Mettre plus de gens au travail pour produire la même chose conduit à une baisse de leur productivité, donc de leur salaire. C'est renoncer au progrès, sacrifier les générations à venir.



Alain Lipietz : L'absence de redistribution des gains de productivité explique l'arrêt de la croissance. On ne peut produire que si l'on vend. A quatre catégories d'acheteurs : les salariés, les capitalistes, l'Etat et l'extérieur. On vend de plus

en plus à l'extérieur ; la rançon, c'est la baisse des salaires. Ce qui est gagné sur les marchés extérieurs est perdu sur le marché intérieur. Depuis quinze ans, on assiste à un déplacement des revenus, des salaires vers les capitalistes. Si les revenus capitalistes s'épargnent sans que l'investissement progresse, la croissance s'effondre. Le comble, c'est qu'en même temps que le gouvernement encourage le déplacement du revenu national en faveur du profit, ils subventionnent les capitalistes et les cadres pour qu'ils dépensent l'argent qu'ils épargnent. A cause des critères de Maastricht, l'Etat est obligé de réduire en catastrophe

ses déficits, ce qui précipite le ralentissement de la croissance.

Le retour de la croissance permet-il de résorber le chômage ?

J.-P. F. : Les rapports de force sur les marchés financiers sont aujourd'hui dominés par les créanciers. Pour échapper à leur coupe, les débiteurs tentent de dépenser moins. Les entreprises jouent sur l'investissement et les salaires. Avec les licenciements, les rapports de force sur le marché du travail changent : les salariés se trouvent en position de faiblesse. On crée les conditions d'une croissance molle : peu d'investissement, de salaires, de consommation. Les Etats sont de plus en plus endettés : investissement et consommation faibles rejaillissent sur les recettes fiscales alors que la charge de la protection sociale, tributaire de la situation économique, ne cesse d'augmenter. On finit par considérer cette croissance molle comme la croissance naturelle et à prôner le partage des emplois et des revenus. C'est gêné mais inefficace contre le chômage. Il faut changer les rapports de force sur les marchés financiers — en baissant les taux d'intérêt — et le marché du travail pour que les éléments de demande, investissement et consommation, deviennent plus dynamiques.

A. L. : A condition d'abandonner les critères de Maastricht et de faire une relance keynésienne coordonnée, on peut accélérer la croissance : 6 % de plus en cinq ans en Europe, comme le montre l'OFCE, mais cela ne donnerait que 2 % de moins de chômage. Ce n'est pas négligeable mais très insuffisant. La solution la plus efficace est le partage du travail. Une baisse de 10 % du temps de travail sur l'ensemble de l'Europe entraînerait 6 % de chômeurs en moins ; de 12 à 6, là ça change le mode de vie. La croissance en emplois dépend des gains de productivité. Si elle est supérieure, de l'emploi se crée, si elle est inférieure le chômage s'accroît. La France fait plus de gain de productivité que le Japon ou les Etats-Unis où prolifère un salariat improductif. A Paris, on a supprimé poinçonneurs et pompistes, à Tokyo on les a maintenus. En France, dès qu'on peut supprimer un poste, on le fait. Y compris, on met des fax entre les bureaux pour supprimer les garçons de course.

Le retour de l'emploi et de la croissance passe-t-il par l'abandon de nos lois sociales comme nous y invite un discours dominant qui vante le modèle américain ou asiatique ?

J.-P. F. : L'erreur des Européens a été de faire comme si l'inflation n'avait pas disparu et de pratiquer des taux d'intérêt élevés. Les Etats-Unis ont retrouvé la croissance au début des années 90 en baissant les taux. L'Etat s'est désendetté : le déficit public américain est aujourd'hui le tiers de celui de l'Europe. Mais au prix élevé du développement de la pauvreté. Après une forte période de croissance de quatre ans, les Américains sont aujourd'hui aussi insatisfaits qu'avant. En revanche, le niveau de vie des populations des pays d'Asie augmente très vite, leur protection sociale se développe. Le discours qui veut que pour que la France s'enrichisse, ces habitants s'appauvrissent est contre-productif. On ne peut pas mobiliser les énergies avec un discours aussi désespérant. A proposer un avenir sans qualités, il ne faut pas s'étonner que la seule préoccupation des gens soit de se crispier sur leurs avantages acquis.

A. L. : Si on paye le travailleur français comme le brésilien ou le coréen, il y aura de la croissance. On en prend le chemin, la France redevient un pays compétitif à bas salaires. La contrepartie est de devenir un pays du tiers-monde. On n'est pas encore arrivé au stade de l'Angleterre qui a perdu sa qualification. Un scandale a éclaté à Londres quand on a appris que la firme coréenne Samsung avait décidé l'implantation de deux usines en Europe : au Pays de Galles, l'ouvrier gallois devenant moins cher que le coréen et en Lorraine, les ouvriers lorrains étant quand même plus qualifiés que les Gallois. Avec cette stratégie, on brûle son capital industriel en dix ans. On aurait un peu plus de croissance tiré par les exportations en abaissant le coût du travail. Mais au bout, il n'y aurait plus que des travailleurs peu qualifiés qui seraient écrasés par la montée en puissance de travailleurs du tiers-monde au salaire plus bas mais de plus en plus qualifiés.

Propos recueillis par Bernard Chauat

(*) Jean-Paul Fitoussi est directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) ; Alain Lipietz, chercheur au CNRS, est l'expert économique des Verts.